

e.h.

dossier : **Pologne,
la société face au pouvoir**

*Gustave de Molinari, père des ultra-libéraux
j'ai fermé un site industriel*

histoire de local à jeunes

n° 278 juillet-août 1984

ISSN 0245 9132

économie et humanisme

histoires de local-à-jeunes : planifier l'ambivalence ?

par dominique boullier

Dans les années soixante, lorsqu'il s'agissait de produire la ville, les aménageurs et les politiques ont dû projeter des besoins supposés pour une population à venir : tout un réseau d'équipements « collectifs » a vu le jour sans définition préalable d'un usage-type. Plus de quinze ans après, alors que la question est devenue celle de la gestion de la ville, le paysage social de ces équipements a parfois peu à voir avec les prévisions. Autant on a pu justifier un dirigisme technocratique lorsque les populations étaient absentes, autant il semble nécessaire voire indispensable pour les gestionnaires actuels de la ville de reformuler leurs objectifs en s'appuyant sur la légitimité d'une « consultation populaire ». Cette « voie démocratique » peut paraître la solution idéale pour éviter les « effets pervers » de la phase de planification précédente. S'il est certes possible de reconquérir ainsi une légitimité provisoire pour des élus qui n'assument pas le pouvoir issu de leur mandat initial, la planification à visée rationalisatrice ne peut malgré tout espérer un grand résultat d'une prise en compte des vœux des populations concernées. Car là où l'on cherche des certitudes ou des expressions authentiques permettant de conforter une vision technicienne du social, on ne trouvera que l'ambivalence des revendications des acteurs, qui incorporent en elles-mêmes la structure du conflit social.

(1) Les frontières d'âge sont pour nous inadaptées à une analyse sociologique, bien que les adolescents observés aient entre 14 et 18 ans en grande majorité. Nous définissons plutôt l'adolescence par les seuils sociaux qui marquent son début et sa fin. Elle commence par les premières expériences indépendantes des parents et de toute institution (ici, il s'agit souvent de pouvoir sortir avec les copains après le repas du soir). Elle se termine par l'entrée dans l'un des univers préparant au statut d'adulte : un travail stable, un logement indépendant, une relation affective durable (avec mariage ou non). Ces trois seuils ne sont pas franchis en même temps et leur succession constitue « la jeunesse » que nous différencions ainsi de l'adolescence.

Le rapport qu'entretiennent les adolescents (1) aux équipements sociaux et socio-culturels de leur quartier nous semble particulièrement révélateur de cette ambivalence irréductible. On pourrait nous objecter que l'adolescence est précisément une période de structuration des personnalités, où l'ambivalence et l'oscillation sont permanentes : les revendications des adolescents ne pourraient donc être prises comme significatives d'une expression affirmée de ses « besoins » par un groupe social. Pourtant, ces changements rapides de position, ces revendications qui s'évanouissent avant d'aboutir nous paraissent au contraire salutaires pour nous éviter de prendre à la lettre les expressions habituelles des groupes sociaux, pour éviter de « coller » aux formes institutionnelles que se donnent ces groupes. Le discours revendicatif des adolescents n'est guère élaboré, les contradictions affleurent rapidement, leurs dispositifs organisationnels sont instables : ne peut-on pas accéder ainsi plus facilement à la déconstruction de ces « besoins » et aux enjeux qui les sous-tendent ?

des maisons pour tous... les autres

Les équipements programmés à l'origine dans ces nouveaux quartiers ont souvent comme objectifs de s'adresser à tous les jeunes au-delà des clivages sociaux ou ethniques : or, chacun peut constater que certains adolescents ne fréquentent que des équipements à vocation urbaine, choisis selon leur notoriété ; que d'autres investissent les activités structurées de l'équipement le plus proche de chez eux ; que d'autres enfin demeurent extérieurs à toute

institution (y compris à l'école parfois) (2). Les hiérarchies sociales ne manquent pas de réapparaître dans ces usages des diverses formes de « maisons pour tous ».

Pourtant, l'extériorité des adolescents des milieux populaires précarisés à ces institutions n'est pas aussi évidente qu'il y paraît. Pour la plupart, ils les ont en effet fréquentées à un moment ou à un autre et ils continuent toujours d'y passer, de s'y frotter. Ainsi des équipements tels une maison de quartier, un centre Léo Lagrange, ont maintenu au départ une politique d'accueil très large et ont fait coexister activités structurées et présence dite informelle d'adolescents dans les lieux de passage ou de détente. Puis, petit à petit, à la faveur de conflits plus ou moins vifs, par des procédures comme une exigence ferme d'adhésion, la sélection s'est opérée entre les adolescents intégrés et les autres. Certains ont senti qu'ils étaient indésirables et, dès lors, ont bien souvent poussé l'institution dans ses retranchements par des agressions diverses.

Mais la rupture était déjà consommée : alors qu'ils demandaient un lieu de rencontre bien à eux, une confrontation relationnelle intense avec un adulte, on leur proposait une activité à objectifs, un apprentissage, encadré selon un modèle scolaire, dans un groupe culturellement hétérogène. Tout cela ne pouvait que confirmer les classements sociaux rencontrés à l'école ou dans leur quartier et raviver une dévaluation d'eux-mêmes qu'ils cherchent à combattre ou à dénier. La cohabitation de ces modèles de comportement inégaux s'avérait rapidement conflictuelle et l'institution choisissait alors de préserver sa cohésion et par là-même légitimait à nouveau les pratiques adaptées à la norme dominante.

Mais la règle portée par ces adolescents de milieux populaires impose aussi d'afficher une prétention à l'autonomie à l'égard des institutions et des autorités (quelles qu'elles soient) à partir d'un certain âge. Accepter de participer à ces structures, c'est rester solidaires du groupe

(2) Nous nous appuyons sur deux enquêtes menées dans le même quartier de Rennes : la Zup Sud (partie Est). Environ 25 000 habitants, 40 % ouvriers, 30 % employés, 2 000 adolescents de 15 à 19 ans (recensement 82) quartier comportant en majeure partie des tours de 15 étages. La première enquête, réalisée pour le compte de l'équipe de prévention Le Relais (Sauvegarde de l'Enfance) a donné lieu à un rapport (« les jeunes-du-bas-des-tours », 1982, 212 p.). La seconde enquête est en cours.

des « gamins » (moins de 12 ans en général). L'abandon de toute activité organisée (y compris sportive) semble devenir signe de maturité. Beaucoup d'entre eux ont ainsi fréquenté les maisons de l'enfance ou les clubs du mercredi, puis les ont abandonnés.

Ces équipements ne leur sont donc pas étrangers : partant de leur expérience personnelle, ils les catégorisent comme réservés aux enfants ou à d'autres milieux. Dans tous les cas, ils se définiront à travers cette double opposition et toute leur activité de groupe tournera précisément autour du traitement de ces deux frontières, qui marquent bien ce qu'on n'est pas (ni enfant, ni « bourgeois ») mais qui ne suffisent pas malgré tout à dire ce qu'on est. C'est ainsi qu'ils reviendront fréquemment tourner autour (« on ne fait que passer »), jouant les (bons) anciens et/ou faisant régner la terreur. Ces équipements viennent signaler dans leur itinéraire le moment d'une perte de « l'innocence » (rétrospective) de l'enfance d'une part et de la communauté d'autre part où les clivages sociaux n'apparaissent pas. Comment se résoudre à cette perte ? En la revendiquant certes, mais en même temps en la rejouant, en l'éprouvant à nouveau (« est-ce bien vrai ? ») dans une tension, un va-et-vient incessant, qui s'inscrit dans ces passages épisodiques dans ces lieux qui ne sont plus pour eux.

La socialisation propre à ces équipements ne se réaliserait-elle paradoxalement pour ces adolescents qu'à travers le rejet ? Là encore, son traitement symbolique par le groupe de pairs s'avère irréductible aux logiques institutionnelles et aux planifications de toutes sortes et interdit de raisonner en termes d'exclusion et de privation. Ces institutions se trouvent prises comme témoins de l'alternative conflictuelle vécue par ces adolescents : s'intégrer à un monde différent et par là nier leurs valeurs, leurs façons d'être ce qu'ils ne peuvent admettre – ou s'opposer à ce monde différent et par là être rejetés dans un ghetto – qui marquerait leur indignité et dont ils veulent précisément sortir –

Cette alternative impossible suggère déjà que les « besoins » de cette population ne se résument pas à l'expression univoque qu'en donnent certains porte-paroles auto-proclamés, plus souvent « ex-jeunes » d'ailleurs, tant les adolescents peuvent difficilement faire reconnaître leur parole ambivalente et la porter eux-mêmes.

les conditions politiques d'un « entre-nous »

A l'échelle des groupes d'adolescents que nous avons observés, une revendication comme « on veut un local à nous » s'avère tout-à-fait révélatrice de la double réduction qui préside à la mise en forme de tout « besoin » ou de toute revendication : réduction politique par mise en scène d'une totalité sociale inédite et par délégation de pouvoir, s'appuyant sur (et occultant) une réduction de la division sociale et culturelle qui traverse chaque groupe social et chaque acteur.

L'exigence d'un « local à nous » se retrouve chez ceux qui n'en bénéficient pas sur leur îlot mais se manifeste aussi dans les tactiques d'appropriation de locaux non institutionnalisés par certains groupes adolescents. Il existe en effet des « micro-équipements » (au bas des tours principalement) qui sont attribués à des éducateurs de prévention ou à d'autres associations. Par leur taille réduite, la faiblesse des moyens attribués, et leur enracinement dans un îlot, ces locaux se prêtent difficilement à l'affirmation d'une logique institutionnelle autonome : la pression des différents groupes, leurs capacités à investir l'espace sont décisives dans la définition même de la vocation de l'équipement qui peut devenir le local où on danse le smurf, le local des femmes marocaines, etc.

Ceux qui revendiquent un local, comme ceux qui en occupent un et en définissent l'usage, se constituent comme porte-paroles d'un groupe beaucoup plus large : ils ne revendiquent pas pour eux-mêmes mais pour « les jeunes » en général. Ce faisant, ils prétendent imposer leur délimitation du groupe : ce n'est jamais qu'en opposition à d'autres groupes qu'ils y parviennent. La coexistence avec les enfants voire même avec les « pré-ados » (jusqu'à 15 ans) se révèle impossible : parfois même, on leur interdit l'entrée (« t'es trop jeune »). De même lorsque sur un îlot une tentative sera faite pour utiliser en même temps le local pour des activités adultes, le saccage complet ne se fera pas attendre.

A ces clivages définissant le groupe adolescent comme groupe d'âge, se superpose l'imposition de frontières culturelles internes. Le vocabulaire

« les jeunes » laisse en fait apparaître une opposition entre groupes sociaux (« pas ceux qui rentrent tout de suite chez eux après l'école, qu'on voit jamais ») ou entre ethnies (tel local sera investi uniquement par un groupe d'adolescents marocains).

Cette production d'un « entre-nous » nécessite un travail de délimitation entre semblables et étrangers qui passe toujours par l'éjection des intrus sur un mode plus ou moins violent et par la réduction des divergences internes. Cette loi n'est jamais édictée et portée que par quelques-uns qui vont s'employer à trier le bon grain de l'ivraie et à atténuer les antagonismes mineurs : dans certains groupes, les différences ethniques entre immigrés serviront de principe d'opposition, dans d'autres elles seront laissées en second au profit d'une opposition commune aux Français par exemple.

La neutralisation de ces divergences internes est indispensable à l'existence du groupe tel que le définissent les porteurs du pouvoir, selon un axe d'opposition privilégiée à d'autres groupes. Les modes de gouvernement adoptés pour cela sont en fait peu nombreux et montrent surtout la vivacité des tensions culturelles vécues par les adolescents et leur difficile réduction politique :

— La « dictature » de quelques-uns semble être la politique la plus connue : elle s'appuie sur une définition tranchée des oppositions qui relève d'une logique de ghetto. Mais si le groupe s'appuie seulement sur une délimitation spatiale (« nous, ados de tel îlot »), cette tentative de totalisation échoue rapidement et ceux qui détiennent le pouvoir se retrouvent parties prenantes du conflit interne qu'ils étaient censés dépasser. Le seul fonctionnement de ce type observé de façon durable repose sur une unité sociale fondée au-delà du groupe adolescent, au travers d'une communauté ethnique : le pouvoir d'un seul adolescent faisant régner l'ordre ne se soutient alors que d'une totalisation créée ailleurs, profondément enracinée dans une expérience transculturelle commune, totalité déjà produite et indicible.

— Cette difficulté à stabiliser une autorité, gestionnaire de cet entre-nous si revendiqué, se traduit dans un appel à l'aide vis-à-vis des adultes chargés du micro-équipement. Autant dans des équipements traditionnels, ces adolescents revendiquent de pouvoir investir les lieux

raître une
as ceux qui
rès l'école,
s (tel local
e d'adoles-

» nécessité
mbles et
jection des
blent et par
s. Cette loi
r quelques-
on grain de
s mineurs :
s ethniques
e d'opposi-
s en second
e aux Fran-

internes est
tel que le
elon un axe
roupes. Les
ar cela sont
surtout la
ues par les
politique :

semble être
uie sur une
qui relève
le groupe
on spatiale
tentative de
ceux qui
ent parties
ient censés
de ce type
une unité
olescent, au
le pouvoir
ordre ne se
tion, créée
s une expé-
talité déjà

e autorité,
endiqué, se
s-à-vis des
nt. Autant
ces adoles-
ir les lieux

sans contrôle adulte, autant dans ces locaux qu'ils peuvent accaparer et qu'ils veulent faire leurs en excluant d'autres adolescents, ils doivent faire appel à l'adulte pour qu'il exerce à leur place leur autorité. Ainsi face à l'invasion du local par des jeunes régulièrement ivres, le groupe habituel attend et appelle des décisions de l'éducateur sans pouvoir imposer lui-même sa loi. De même, chaque saccage des locaux est intervenu pendant le départ en camp de quelques-uns avec les éducateurs.

de la délégation de pouvoir au traitement du conflit culturel interne

Cette délégation de pouvoir réduisant la définition du groupe à celle proposée par quelques-uns est à la fois indispensable et en même temps condamnée à dépérir et à être rebâtie sans cesse. Car elle vise à traiter le conflit culturel propre à ces adolescents en tentant de fixer à un pôle l'ambivalence de toute revendication : comment choisir entre d'une part, affirmer son identité de dominé et la valoriser et contribuer ainsi à figer les termes du conflit social, voire à se fixer au ghetto, et d'autre part refuser l'identité ainsi imposée et tenter de nier la barrière, en devant par là rejeter ce qui constitue son histoire pour risquer de se perdre dans l'assimilation ? (3)

Le conflit culturel vécu par ces adolescents de milieu populaire constitue tout d'abord une transcription des conflits entre groupes sociaux sur le quartier, qui se polarisent aisément autour d'un enjeu tel que l'occupation des espaces communs : les accusations pleuvent sur ces jeunes qui traînent à des heures indues dans le bas des tours, dans les garages à vélos ou sous les boîtes aux lettres, debout ou allongés, oisifs et

(3) De la même façon, la « classe ouvrière » a dû affirmer d'une part ses propres valeurs et raffirmer la frontière de classe alors qu'elle prétendait la dissoudre dans un terme lointain. Et elle a dû revendiquer d'autre part une égalisation des droits dans une bataille sur la vie quotidienne qui tend à faire disparaître la spécificité de son mode de vie, alors qu'elle ne se définit que dans l'opposition des classes.

(4) A ce sujet, cf. notre article « Faut vous faire un destin ? » *Actions et Recherches Sociales*. Déc. 83.

« provocateurs ». Tous les habitants sont obligés de les croiser et la plupart ne supportent pas de voir ces jeunes désœuvrés, dont les comportements sont si différents de ceux qu'ils inculquent à leurs enfants (risque de contamination) et qui donnent une image publique très défavorable de l'immeuble et donc de ses habitants. Les conflits sont fréquents et au moment de l'enquête, certains parents sur un îlot ont tenté d'organiser un « commando » pour chasser les jeunes dehors : ils imposaient ainsi leur définition des espaces de cohabitation comme réservés à la circulation.

Les adolescents malgré leurs provocations et leurs dénégations, enregistrent ces accusations et espèrent les détourner en se regroupant dans un local bien à eux. Leur revendication est ainsi un effet de la pression sociale micro-locale qu'ils incorporent et traduisent en souhaitant disparaître aux regards. Mais, présents ou absents, les adolescents resteront au centre des conflits entre modes de vie et principes éducatifs différents, hiérarchisés à travers les mille et une interactions de la vie quotidienne (4). Leur position de symptôme (et de bouc-émissaire) dans le système des relations micro-locales ne peut être réduite par un déplacement ou par la création d'un équipement.

La délégation de pouvoir et la mise en forme de la revendication réalisent ainsi une traduction d'un premier conflit culturel : pris dans les jugements entre groupes sociaux sur le quartier, les adolescents répondent en termes de repli sur un espace propre. Mais on ne peut laisser croire que les adolescents seraient ainsi victimes ou étrangers à un conflit qui les traverse eux-mêmes activement et qui s'exprime dans ce désir contradictoire de s'installer chez soi, d'investir son espace de vie et dans le même temps de fuir l'îlot, de refuser l'assignation à un cadre résidentiel négativé. La revendication d'un local s'avère ainsi être une réduction politique figeant à un pôle une ambivalence spatiale (absence/présence) recoupant une ambivalence sociale (être même et différent).

Ainsi, certaines activités des adolescents manifestent clairement ce désir d'être ensemble, parmi les siens (« entre-nous »), mais en même temps, d'être ailleurs, non marqués, par un effet de brouillage des classements. La vadrouille

entre les ilots mais plus encore entre le centre ville et la Zup devient parfois répétition lancinante des mêmes trajets, recherche de l'événement qui tranchera dans la monotonie des jours, espoir d'une rencontre qui transformera un statut qui colle à la peau. Leur idéal d'activité que l'on peut dessiner à partir de la somme de leurs refus se composerait ainsi : être ensemble, être ailleurs, sans objectifs, sans adultes.

On conçoit dès lors que le local, au bas d'une tour, reste malgré tout socialement marqué, qu'on le recherche autant qu'on le fuit, et qu'il soit toujours décevant bien que chaleureux. Cette confrontation permanente à ses semblables, c'est-à-dire à ses compagnons d'infortune finit par être insupportable et les familles qui utilisent ces micro-équipements le ressentent autant que les adolescents. Ce désir de fuite réintroduit alors des équipements culturellement distants comme pôles nécessaires d'une dialectique du proche et du lointain : l'ouverture proche d'un nouvel équipement de grande envergure aiguise ainsi l'espoir de ne plus voir les mêmes têtes, avec les mêmes problèmes, sans espace, sans moyens. Mais la crainte n'est pas moins grande devant le pas à faire pour se confronter à des milieux différents (5).

Les adolescents, à travers cette tentative de formation d'un « entre-nous » marqué dans l'espace, cherchent à traiter cette tension en créant un lieu propre, une base stratégique, faisant comme si le dominé pouvait dépasser la dimension tactique, jouant sur des registres déterminés par le dominant (6). Mais le retournement positif de cet espace assigné en lieu propre échoue et apparaît alors plus violemment son caractère stigmatisé. Cette résurgence peut devenir insupportable et conduire à intervalles réguliers à des saccages de locaux parfois aménagés par les jeunes eux-mêmes.

Car, en s'installant dans un local, on ne parvient pas à réduire l'ambivalence de sa position sociale : on veut là encore être ailleurs, c'est-à-dire fuir le monde et se fuir soi-même, en

créant un effet de « niche ». De même que la vadrouille se termine par le retour (à la case départ), de même dans le local, la niche se laisse toujours envahir par l'extérieur, par les marquages sociaux qu'on tentait d'oublier. Aussi la « vadrouille » comme la « niche » sont deux versions d'une même recherche pour fixer à un pôle cette dialectique de l'être ensemble et de l'être ailleurs, pour être à la fois mêmes et différents.

**

Cette fixation à un pôle représente le travail essentiel de formation d'une volonté politique commune prétendant dépasser ainsi durablement l'ambivalence et faire disparaître la division sociale. Elle explique en même temps l'échec, assuré à terme, de cette opération. Pourtant, certains mouvements sociaux parviennent parfois à stabiliser cette réduction, au prix d'une élimination des opposants, d'une bureaucratisation et d'une incarnation par les représentants de la totalité représentée : c'est seulement grâce à ce mouvement d'institutionnalisation qu'une volonté politique semble se maintenir identique et cohérente. Elle est alors un appui considérable pour les planificateurs et les décideurs qui cherchent, dans leur quête de légitimité et de garanties quasi techniques, à repérer cette volonté en formation à sa source, craignant malgré tout les filtres des institutions.

Mais, aussi démocratique soit-elle, cette consultation de la « base » risque de masquer à nouveau à quel point « l'expression des besoins » traduit une mise en forme politique par des porte-paroles qui constituent eux-mêmes leur groupe de référence par un traitement spécifique de l'ambivalence des tactiques culturelles. Comment s'étonner, dès lors, que les pratiques observées correspondent rarement aux espoirs des décideurs ?

Admettre cette irréductible logique du social devrait aider paradoxalement à réhabiliter la décision comme rôle social propre à l'homme politique, qui, s'il est libre, porte en lui-même sa légitimité et n'a nul besoin de la chercher dans la technique, dans la science ou « à la base ». Car, s'il est libre, il le sera précisément par rapport à

(5) On mesure en tout cas à quel point un certain misérabilisme de l'action sociale (toujours plus près des plus pauvres, toujours plus près de leurs vrais problèmes) nie totalement la tension et l'ambivalence propre à toute position de dominé et se retrouve démunie devant cet éloge pratique de la fuite.

(6) Cf. Michel de Certeau.

ses propre
réalité du
ne servira
tions socia
laissent é
l'instabilit

Re

Avant-
Service
L'évolu
Analyse
L'écon
Problè
J. BON
Service
La dist
La fon

Revue
Comm
Cedex
Abonn
Rédact
Périer,

ses propres désirs et n'espérera en rien y plier la réalité du social : son intervention en *tangente* ne servira qu'à maintenir actives les contradictions sociales, en relançant le cercle. C'est ce que laissent entrevoir les adolescents à travers l'instabilité des formes groupales qu'ils se don-

nent : ils découragent à jamais et de façon salutaire toute tentative de totalisation définitive venant de l'extérieur comme de leur propre groupe.

dominique boullier
LARES Rennes

Recherches économiques et sociales

n° 9

Economie des services

Avant-propos (P. AMOUYEL, B. FLEURY, J.-C. FOURNOUT)

Services et croissance : perspective à l'horizon 2000 (J. MALSOT)

L'évolution du tertiaire marchand au cours des années soixante-dix (M. LE VAILLANT)

Analyse d'une fonction domestique : l'entretien du linge (B. PREEL)

L'économie du domaine musical (Ch. DAUDE)

Problèmes théoriques et méthodologiques de l'analyse des services aux entreprises (A. BARCET, J. BONAMY, A. MAYERE)

Services aux entreprises et fonction commerciale (A. BARCET, J. BONAMY, A. MAYERE)

La distribution des appareils électro-domestiques (Y. CHASSARD, R. TISSEYRE)

La fonction logistique : dynamique et enjeux (J. COLINS)

Revue trimestrielle du Commissariat Général du Plan, éditée à la Documentation Française

Commande adressée à la Documentation Française : 124 rue H. Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex

Abonnement d'un an : 100 F. Prix du numéro : 30 F

Rédaction : Commissariat Général du Plan, Service des Etudes et de la Recherche (5 rue Casimir Périer, 75007 Paris)